



FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE

COMMUNIQUE FLNKS

ENTRETIEN BILATERAL AVEC LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Nouméa, le 25 mai 2024

A cette heure où Kanaky Nouvelle-Calédonie renoue avec les heures sombres des années 1980, celles des « Evénements », le FLNKS a pris connaissance avec étonnement de l'arrivée précipitée du Président de la République française accompagné des deux ministres que le peuple tient pour responsable de l'échec de la sortie de l'Accord de Nouméa ainsi que du « carnage » actuel ici en Kanaky Nouvelle-Calédonie.

Aujourd'hui, l'objectif principal du mouvement indépendantiste est d'apaiser les tensions et de trouver des solutions durables pour notre pays. Ainsi, dans le respect de sa culture du dialogue, l'équipe de discussions mandatée par le 41^{ème} Congrès du FLNKS de l'Anse-Vata accompagné du responsable de la CCAT, ont rencontré le Président de la République Emmanuel Macron le 23 mai 2024 à Nouméa. À la suite d'une demande ferme du FLNKS, cette rencontre s'est tenue dans un format bilatéral excluant la présence des ministres Sébastien Lecornu et Gérald Darmanin qui par leur gestion catastrophique du dossier calédonien sont, pour le Front, totalement disqualifiés à ce jour.

Au cours de cette rencontre, le FLNKS a fait savoir au Président de la République, de manière claire et avec toute franchise, sa détermination invariable à faire accéder Kanaky Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté, la responsabilité majeure du Gouvernement français dans la situation chaotique que nous vivons aujourd'hui, la fin de l'impartialité de l'État et du consensus pour privilégier la méthode du passage en force aux services des forces non-indépendantistes ainsi que les voies et moyens qui, selon le FLNKS, nous permettront collectivement de sortir de cette crise par le haut. Le FLNKS a également rappelé au chef de l'Etat que la CCAT a continuellement appelé à la retenue tout en manifestant l'opposition ferme au passage en force de l'État.

Le FLNKS a, dès lors, affirmé que la seule solution viable à cette crise ne pouvait passer que par une réponse de nature politique et non répressive. En ce sens, le FLNKS a demandé au Président de la République française qu'une annonce forte de sa part soit faite indiquant le retrait du projet de loi constitutionnelle et la création d'une mission de médiation de haut niveau composée de personnalités françaises, régionales ou internationales de sorte à créer toutes les conditions propices à un dialogue apaisé devant nous mener vers un accord politique global.



Conscient de la gravité de la situation et de la nécessité d'apporter une réponse politique, le Président de la République française a proposé de cheminer vers un « processus de désescalade » en plusieurs étapes. Le chef de l'Etat s'est tout d'abord engagé à ne pas « passer en force » le projet de loi constitutionnelle et a consacré l'accord politique global comme l'unique objectif si, de manière concomitante, il est constaté, d'une part, une levée progressive des barrages pouvant justifier une non-prorogation de l'état d'urgence et, d'autre part, la reprise des discussions autour de la mission de médiation installée par ses soins. Le Président de la République française a ensuite proposé de réaliser un point de situation dans un mois afin de pouvoir entériner officiellement le retrait la loi constitutionnelle.

Au lendemain de cette rencontre avec le Président Emmanuel Macron, le FLNKS souhaite aujourd'hui faire connaître un certain nombre de choses.

En premier lieu, le FLNKS constate que le Président de la République française ne bouge que très légèrement de ses positions malgré les messages clairs du peuple de Kanaky Nouvelle-Calédonie : « nous ne voulons pas du dégel du corps électoral ! ».

L'annonce du Président Macron qui s'engage à ce que la loi sur le dégel du corps électoral « ne passera pas en force » traduit donc :

- d'une part, que la mobilisation a réussi à faire plier le Gouvernement français ;
- et d'autre part, que l'opinion nationale et internationale a aussi pris position pour notre combat.

Le Président de la République française constate aujourd'hui qu'en plus de la mobilisation générale, l'obtention au Congrès de Versailles d'une majorité suffisante de parlementaires français pour adopter définitivement le dégel du corps électoral devient de plus en plus compromise. Le FLNKS relève, par conséquent, qu'au travers un langage de style et pour ne pas perdre la face, le Président de la République utilise la formule « pas de passage en force ».

En deuxième lieu, le FLNKS constate néanmoins que le sujet de l'avenir institutionnel de Kanaky Nouvelle-Calédonie est enfin traité directement par le Président Macron avec tout le sérieux et l'engagement que cela implique.

En troisième lieu, Le FLNKS prend acte des propos du Président de la République reconnaissant le caractère politique de la mobilisation actuelle et désavouant, par la même occasion, les déclarations mensongères et fallacieuses du ministre Darmanin et du haut-commissaire de la République qualifiant nos jeunes de voyous et de terroristes. Cependant, force est de constater que l'extrême violence de la répression orchestrée par les forces de l'ordre et de l'armée sur le terrain est en totale contradiction avec ses propos et avec le rejet de l'emploi de la force contre la liberté des peuples réaffirmée par le Conseil constitutionnel.



Enfin, le FLNKS prend acte du processus de désescalade proposé par le Président de la République et des engagements demandés à chacune des parties de façon à pouvoir sortir de cette crise par le haut. En ce sens, le FLNKS renouvelle son appel au calme et demande également à desserrer l'étau sur les principaux axes de circulation de manière à ce que la population calédonienne puisse, de façon progressive, circuler librement, s'approvisionner et avoir accès aux services publics les plus élémentaires. En outre, le FLNKS note que le chef de l'État propose aujourd'hui un nouveau cadre de travail qui permettrait, comme demandé inlassablement depuis plusieurs mois, de créer des conditions propices à la discussion et la négociation de manière à pouvoir aboutir à un accord politique global en se donnant tout le temps nécessaire.

Le préalable à la sortie de crise est la prise en compte par le Gouvernement français de postulats fondamentaux :

- Le peuple a parlé. Le FLNKS est opposé au dégel du corps électoral tel que défini dans le projet de loi constitutionnelle. Ce texte doit donc être retiré par le Gouvernement français ;
- L'État doit redevenir impartial et les décisions doivent être prises, en ce sens, dans le consensus. En conséquence, le FLNKS demande que la mission de médiation installée par le chef de l'Etat soit complétée de personnalités de haut niveau afin d'inscrire les discussions dans des perspectives aussi bien techniques que politiques ;
- La justice française devra faire son travail en toute indépendance et punir sévèrement les milices anti-indépendantistes criminelles qui ont sévi en toute impunité en Kanaky Nouvelle-Calédonie ;
- Enfin, Kanaky Nouvelle-Calédonie n'est pas la France comme le stipule le droit international. En conséquence, le chef de l'Etat doit impérativement respecter les principes de sa propre Constitution parmi lesquels figurent l'interdiction pour la République française d'employer « ses forces contre la liberté d'aucun peuple », la libre détermination des peuples et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Roch WAMYTAN
Signataire de l'Accord de Nouméa
Chef de la délégation

Victor TUTUGORO
Signataire de l'Accord de Nouméa
Chef de la délégation

Pour l'animation du Bureau Politique du FLNKS

Patrick JOMESSY